La novation de l'économie politique au Japon : la victoire de Koizumi à l'automne 2005 marquera-t-elle le tournant d'une social-démocratie souterraine à une social-démocratie citoyenne

Hiroatsu Nohara

▶ **To cite this version:**

Hiroatsu Nohara. La novation de l'économie politique au Japon : la victoire de Koizumi à l'automne 2005 marquera-t-elle le tournant d'une social-démocratie souterraine à une social-démocratie citoyenne. Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs, 2007, 1, Varia, [en ligne], pp.17. 10.4000/regulation.406 . halshs-00009793v2

HAL Id: halshs-00009793
https://shs.hal.science/halshs-00009793v2

Submitted on 8 Jun 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Février 2007

La novation de l'économie politique au Japon;
La victoire de Koizumi à l'automne 2005 marquera-t-elle le tournant d'une social-démocratie souterraine à une social-démocratie citoyenne ?[1]

Hiroatsu Nohara*

* Laboratory of Labour Economics and Industrial Sociology, (LEST-CNRS), Aix-Marseille University, Aix-en-Provence, France

Article publié dans *Revue de la régulation: Capitalisme, Institutions, Pouvoirs.* Version électronique N°1, Juin 2007

Ce texte cherche à comprendre la modalité d'articulation entre l'économique et le politique dans un Japon qui est en train de sortir d'un long tunnel de déflation. Pour ce faire, on utilisera comme analyseur, les signes de changements intervenus lors de l'élection parlementaire de l'automne 2005 qui a consacré une victoire écrasante du « nouveau » PLD reconfiguré par l'ex-premier ministre Koizumi. Par delà la « mondialisation » qui impose les mêmes pressions aux différentes économies, le capitalisme japonais fait face à une transition du régime dans laquelle les divers enjeux sociétaux s'expriment à travers des jeux d'acteurs. La question est de savoir si ces jeux permettent à ce pays de passer d'une « social-démocratie souterraine » - mode de gouvernance spécifique au Japon - forgée après la seconde guerre mondiale à une social-démocratie citoyenne.

JEL Classification: A12 ; A13 ; B25 ; D72 ; D73 ; H62

Mots Clés : capitalisme japonais, social-démocratie, corporatisme, clientélisme électoral, gouvernance de l'Etat, système de distribution, dette publique.

[1] L'auteur tient à remercier Guy Roustang, Eric Verdier et deux référés pour leurs commentaires qui m'ont permis d'améliorer substantiellement le texte.

Introduction

La victoire électorale remportée par M. Koizumi à l'automne 2005 représente une occasion rare permettant d'entamer une réflexion en profondeur sur la modalité d'articulation entre le politique et l'économique dans ce pays et le sens de changements en cours. Quoique par nature contingente, cet événement politique constitue, semble-t-il, un très bon analyseur de ce qui se trame dans la société. Ainsi, cette analyse nous aidera à clarifier quelques enjeux auxquels le Japon se trouve confronté.

Depuis la décennie « perdue » des années quatre-vingt-dix jusqu'au milieu des années 2000, une série de réformes structurelles - système bancaire, finance de l'Etat, système électoral, appareils administratifs etc.- ont été initiées sans interruption par les gouvernements successifs. Ces réformes qualifiées souvent de « néolibérales » - puisque inspirées principalement par le modèle américain - n'ont débouché que sur de résultats pour le moins maigres. Outre le faible dynamisme de son économie, l'Etat et sa technocratie continuent à être dominés par le règne historique du PLD (parti libéral-démocrate) et la société civile corsetée par l'appareil étatique demeure atone. Le Japon semble alors, aux yeux de beaucoup d'observateurs, le symbole de l'immobilisme.

Pourtant, au-delà du phénomène conjoncturel et éminemment individuel lié à sa personnalité, cette élection semble témoigner d'une profonde évolution de la société japonaise. En polarisant les enjeux électoraux sur une seule issue (privatisation de la Poste), M. Koizumi a su exposer au grand jour, au-delà du clivage entre les camps politiques traditionnels, des scissions au sein de la société, ce qui a effectivement constitué le moteur pour bousculer des positions politiques figées depuis cinquante ans.

Dans une première partie de ce texte, nous essaierons de survoler les résultats électoraux et d'en proposer une lecture, en nous appuyant sur des analyses réalisées par des politologues japonais (Kabashima and Sugawara 2005, PHP Research Institute 2005).

Cette élection laisse présager aussi un glissement significatif du régime dans le mode d'articulation entre le politique et l'économique. Pour comprendre le mouvement actuel, il faut tout d'abord rappeler la nature de régime politico-économique qui s'est imposé depuis la fin de seconde guerre mondiale. Ce sera l'objet de la deuxième partie.

Partant de là, nous pourrons pointer les difficultés liées à l'arbitrage entre intérêt général et accommodements locaux au sein d'un Etat extrêmement compartimenté, dû à la nature du « corporatisme » mis en place et ses conséquences sur la - difficile - maîtrise des finances publiques durant les années de crise.

Nous verrons enfin comment les enjeux économiques et politiques s'articulent, dans une nouvelle conjoncture où le Japon doit s'orienter - la société vieillissante l'oblige - vers « l'Etat-providence » plutôt que vers le régime néolibéral.

I – Analyse des résultats des élections du 11 Septembre 2005 à la chambre basse

M. Koizumi a remporté une victoire écrasante à la dernière élection de la chambre basse (Assemblée nationale) tenue le 11 septembre 2005, en obtenant 296 sièges sur 480. Le PLD dont il est issu contrôle désormais plus des deux tiers de la chambre avec son allié Komieto (parti bouddhiste), ce qui ouvre théoriquement la voie à une possibilité de révision de la Constitution, si le gouvernement en a la volonté.

I-1 Stratégies électorales

Ce succès est d'abord mécanique, dans la mesure où le système électoral en vigueur depuis 1994, qui combine « le scrutin uninominal à un siège » et « le scrutin à représentation proportionnelle », a un effet amplificateur ; il tend à créer un phénomène de « raz-de-marée », sans faire basculer à grande échelle des suffrages électoraux. D'ailleurs, le nombre de voix PLD s'élève à 32,5 millions contre 24,8 millions de voix PD, son premier rival qui n'a obtenu que 113 sièges. Autrement dit, le PD a perdu 64 sièges - de 177 en 2003 à 113 sièges en 2005 -, en ne perdant que

6,4 % des voix, alors que le PLD a gagné 59 sièges - de 237 en 2003 à 296 sièges -, en obtenant seulement 3,2% de voix de plus.

Tableau I - Résultats électoraux de trois dernières élections à la chambre basse

	Circonscription à un siège (Nbre de sièges)			*Bloc à représentation proportionnelle*						*Total (Nbre de sièges)*		
Année de l'élection				2000		2003		2005				
	2000	2003	2005	Nbre de sièges	% en voix	Nbre de sièges	% en voix	Nbre de sièges	% en voix	2000	2003	2005
PLD (Parti libéral-démocrate)	177	168	219	56	28,3%	69	35,0%	77	38,2%	233	237	296
Komei (Parti bouddhiste)	7	9	8	24	13,0%	25	14,8%	23	13,3%	31	34	31
PD (Parti démocrate)	80	105	52	47	25,2%	72	37,4%	61	31,0%	127	177	113
PCJ (Parti communiste)	0	0	0	20	11,2%	9	7,8%	9	7,3%	20	9	9
PSD (Parti social-démocrate)	4	1	1	15	9,4%	5	5,1%	6	5,5%	19	6	7
Autres (non-affiliés etc.)	32	17	20	18	11,0%	0	0%	4	4,7%	50	17	24
Total	300	300	300	180	100%	180	100%	180	100%	480	480	480

Source: Kabashima Ikuo, http://politics.j.u-tokyo.ac.jp

De même, cette victoire électorale se base sur une recomposition du corps électoral. Elle souligne à plusieurs titres des changements profonds intervenus depuis une quinzaine d'années au niveau du « marché politique » dans ce pays. Ceci malgré le fait que le vieux parti PLD conserve, soit seul, soit en coalition avec d'autres partis, son hégémonie politique depuis un demi-siècle.

M. koizumi a décidé de dissoudre la chambre basse, à la suite du refus par l'opposition et d'une partie de ses propres partisans de la chambre haute (Sénat), d'entériner la loi de privatisation de la Poste japonaise. Il n'a pas consulté les états-majors de son parti PLD. C'est une première élection déclenchée par la volonté du premier ministre sans concertation avec le parti, donc sans stratégie électorale collective.

M. koizumi a réussi à focaliser tous les débats électoraux sur une seule issue, la privatisation de la Poste, qui a révélé symboliquement des divisions de la société japonaise. Il a obligé les opposants internes ainsi que les partis d'opposition à se prononcer sans détour sur le sujet, en refusant la discussion sur les résultats de sa propre politique antérieure. C'était en quelque sorte un « referendum », procédure prévue par la Constitution mais qui n'a jamais eu lieu au niveau national.

Sur le plan tactique, M. Koizumi a beaucoup innové; il a mis les opposants internes au pilori par des manœuvres électorales (leur mise à l'écart de la liste officielle des candidatures, parachutage de jeunes candidats dans la circonscription où les opposants internes se représentaient etc.) et par la manipulation médiatique (slogan ; A bas le PLD !). Il s'est comporté comme s'il allait transformer de l'intérieur son vieux parti dominé jusque là par les caciques, en injectant une idéologie à contenu nouveau ainsi que des candidats avec de nouveaux profils, ce qui a représenté un « populisme » sans précédent.

I-2 Caractéristiques du scrutin

Ainsi, M. koizumi est parvenu à mobiliser le corps électoral en sa faveur durant la campagne électorale. Les résultats sont là pour témoigner de sa justesse stratégique.

- Le taux de participation, en déclin continu depuis une quinzaine d'années, est remonté fortement ; il est passé de 59,9% à 67,5% entre 2003 et 2005. En particulier, les jeunes sont retournés massivement aux urnes. Même si cette hausse générale de la participation n'a pas d'effets

directs mesurables sur la victoire du PLD, la mobilisation plus forte des jeunes électeurs urbains a clairement fait pencher la balance en sa faveur :

- L'électorat flottant, qui n'est pas fidèle à un parti, représente de l'ordre de 40 à 45% du corps électoral. Composé plutôt des jeunes électeurs, il vote habituellement pour l'opposition, en particulier pour le PD. En 2003, la moitié d'entre eux ont voté pour le PD, ce qui a permis à ce dernier de faire un bond, en obtenant 177 sièges. En 2005, il est estimé qu'un peu moins de 50% ont voté pour le PLD et seulement 25% en faveur du PD. Ce basculement a départagé définitivement le sort des deux partis politiques.

- Les zones rurales constituaient traditionnellement le bastion électoral du PLD, alors que les zones urbaines lui restaient plutôt hostiles. Par contre, le PD et d'autres partis s'appuyaient nettement sur l'électorat urbain. Ce paysage électoral a connu un changement drastique en 2005, comme le montre le tableau II. Dans les zones urbaines, les voix en faveur du PLD ont augmenté massivement. Il a obtenu dans les villes 74 sièges contre 31 sièges en 2003, alors que son rival PD a perdu 44 sièges, en passant de 60 à 16 sièges.

Tableau II – Evolution des votes PLD lors des élections de la chambre basse (circonscription au suffrage uninominal) en fonction de la zone d'habitat

	Zone rurale	*Zone semi-urbaine*	*Zone urbaine*
Election 2000	35,8%	28,8%	21,2%
Election 2003	40,0%	34,6%	30,9%
Election 2005	38,7%	37,3%	38,6%

Source: Kabashima Ikuo, op.cit

Nota : Les trois types de zones sont issus de la division par trois de 300 circonscriptions mises en ordre croissant de la densité de la population électorale.

- Le PLD a renouvelé radicalement ses députés, en conformité avec la mobilisation du corps électoral citadin. En effet, le PLD a fait élire 86 jeunes députés « novices » qui ont été recrutés par voie de l'audition publique ou par voie de la nomination - cooptation - directe par le premier ministre qui est le chef du PLD. En particulier, vingt-huit d'entre eux ont été « parachutés » dans les circonscriptions où les opposants internes se sont présentés et ils ont tous gagné leurs scrutins, sauf pour l'un d'entre eux. Issus de la société civile ou de la bureaucratie d'Etat, ces nouveaux élus sont jeunes - par rapport à la norme habituelle - et souvent dotés d'une forte expertise dans leur domaine professionnel respectif. En revanche, ils ont peu d'expérience du jeu politique et sont encore peu insérés dans les tissus électoraux traditionnels.

L'ensemble de ces éléments a contribué à une écrasante victoire de M. Koizumi. Le raz-de-marée du corps électoral urbain a produit un séisme politique dans un Japon où les campagnes et les minorités « agissantes » - divers groupes d'intérêt - ont toujours eu leur dernier mot face à la majorité anonyme du salariat urbain. Cependant, il faut bien reconnaître que cette majorité demeure fragile, malgré les apparences, pour deux raisons : d'une part, elle résulte du glissement sans précédent de l'électorat jeune, urbain et « apolitique » qui ne s'identifie pas forcément à un parti politique ; et d'autre part, nombre de nouveaux députés du PLD n'ont pas d'assise électorale solide. Si le nouveau gouvernement Abe, constitué en septembre 2006 après la fin du mandat de M. Koizumi, ne parvient pas à afficher des résultats concrets sur le plan des réformes structurelles, cette majorité risque d'être violemment balayée de la scène politique dans les prochaines élections. Le retour du balancier sera d'autant plus brutal pour le PLD.

II – Construction historique de l'économie politique au Japon

Avant d'analyser la modalité actuelle d'articulation entre le politique et l'économique, un petit détour historique s'impose sur la nature du régime politico-économique que le capitalisme japonais a façonné au cours des années de son rapide développement. Nous entendons par économie politique un ensemble de dynamiques économiques, sociales et politiques, propulsé par

les acteurs et/ou les institutions, qui contribuent à la production et la reproduction de la société (Maurice, Sellier, Silvestre 1982). Considérés comme interdépendants sans que pour autant l'un subordonne l'autre, l'économique et le politique interagissent à travers des jeux d'acteurs, pour arbitrer les intérêts collectifs contradictoires. En s'inspirant de débats sur le « néocorporatisme » (Schemitter 1979, Golthorpe 1984, Inagami 1989, Boyer et Dore 1997), on insistera sur ces jeux d'acteurs -individuels et collectifs- tels les partis politiques, syndicats, paysannerie, technocrates ou Etat etc. qui se déterminent par et refaçonnent sans cesse une configuration des institutions spécifique à chaque Etat-nation. De ce point de vue, le Japon présente une trajectoire originale, tout en partageant un ensemble de problèmes socio-économiques inhérents au capitalisme moderne.

II-1 Développement et pouvoir politique pendant le rattrapage économique

L'économie politique japonaise a été longtemps considérée sous l'angle d'une collusion entre politiciens, technocrates (hauts fonctionnaires) et grands industriels au sein de l'Etat « développeur » (Johnson 1982). Ce dernier a été souvent décrit comme ayant pour but ultime de propulser son capitalisme industriel sur la scène mondiale, en faisant avancer le salariat -et syndicats- à marche forcée, voire parfois en ignorant les attentes de la société. Cet Etat « développeur », moins caricatural, a effectivement existé jusqu'à la fin des années cinquante : le Japon a dû se relever de ses cendres après la défaite de la seconde guerre mondiale, en reconstruisant ses infrastructures industrielles (charbonnage, sidérurgie, pétrochimie etc.). Les mouvements radicaux de rationalisation qu'il a promus - construction des combinats industriels par exemple - se sont heurtés à une forte résistance non seulement des syndicats ouvriers mais aussi des habitants locaux, agriculteurs ou pêcheurs etc. Divers conflits, parfois extrêmement durs, ont éclaté aussi bien dans l'espace du travail que dans les milieux ruraux (Fujita and Shioda 1962).

Au cours de cette première période de reconstruction, émaillée par des tensions sociales, l'Etat a dû affronter non seulement l'antagonisme entre le capital et le travail mais aussi à la réalité du dualisme économique entre le centre industriel et les périphéries rurale, artisanale ou non-salariée (commerçants urbains). Compte tenu du contexte de l'époque -notamment la guerre froide-, l'Etat a été amené très tôt, pour stabiliser la société, à concilier l'impératif industriel avec certaines aspirations sociales. Ainsi, a été menée une série de politiques de « compensation » vis-à-vis des parties de la population lésées par l'industrialisation rapide, en particulier la paysannerie, les habitants des régions éloignées du centre urbain. Il ne pouvait pas non plus ignorer une idéologie du développement basée sur « l'égalitarisme primaire de résultat», conformément à l'interprétation de la « démocratie » américaine, répandue par l'intelligentsia puis largement partagée dans la société (Maruyama 1964). Incarnée par une série de réformes « démocratiques » agraire, scolaire et fiscale, cette idéologie « égalitaire » a préparé un fondement sociétal pour maintenir la cohésion d'ensemble en dépit de nombreux conflits d'intérêts.

Cette perception de la réalité sociale et économique a coïncidé avec l'avènement du PLD en 1955 comme une grande coalition des partis politiques. Cette alliance traduisait des sensibilités politiques très variées allant du conservatisme au centre-gauche en passant par les militants coopératifs. Dès le départ, le PLD a eu un caractère hétérogène composé d'intérêts multiples. Sa gestion a donc dû s'appuyer sur l'équilibrage - délicat - de factions internes.

En même temps que le gouvernement Ikeda a promulgué, au début des années 60, la politique de « doublement du revenu », un développement plus endogène de l'économie basé sur l'exportation s'est mis en place, ce qui a donné naissance, en dehors du contrôle étatique, à l'industrie automobile, la machine-outil ou l'électronique, fleurons de l'industrie japonaise de la haute croissance économique. Durant une douzaine d'années suivantes où le taux annuel de croissance atteignait 10 % en moyenne, l'Etat désormais contrôlé par le PLD s'est transformé en Etat « régulateur ». Il s'occupait de la répartition des fruits de la croissance plutôt que du renforcement de la puissance industrielle. Certes l'Etat, en particulier le MITI (ministère de l'industrie et du commerce extérieur), a accompagné le développement industriel et technologique

dans certains secteurs, mais il n'en a pas été le moteur principal (Gao 1997). Ce n'était pas l'Etat « colbertiste », instigateur direct des grands travaux, comme en France.

Après les deux chocs pétroliers, le capitalisme japonais s'est propulsé devant la scène mondiale, en s'affranchissant progressivement du cadre de l'Etat-nation. La collusion entre politiciens, technocrates et grands industriels, si elle subsistait localement, a été traversée par des dissensions fortes entre les secteurs à exportation, les secteurs domestiques ou les secteurs plus ou moins parapublics (énergie, électricité, télécoms etc.).

Il va sans dire que l'Etat continuait aussi à affronter les effets négatifs d'une croissance rapide : exode rural massif, pollution, manque de logement, persistance de poche de pauvreté rurale, menaces de concurrence « déloyale » dans des métiers traditionnels etc. Le PLD s'est occupé de ces problèmes sociaux, en développant un « clientélisme » extrêmement sophistiqué composé de deux éléments : « captation » des ressources publiques au profit de certaines circonscriptions électorales ; création des rentes de situation pour des groupes d'intérêt particuliers (Caciagli et kawata 2001).

Cette stratégie politique a eu pour effet d'enfermer la gauche, notamment le PSJ (parti socialiste), plus idéaliste que réaliste, dans une défensive idéologique. Cantonné à une base électorale étroite constituée des syndicats de fonctionnaires (agents d'Etat, agents territoriaux, cheminots, enseignants etc.) et d'une partie du salariat dans l'industrie lourde (sidérurgie, chimie etc.), le PSJ n'a jamais pu réaliser une alternance politique, tout en se maintenant au niveau de 20-25% des sièges parlementaires. Même s'il a réussit, à des moments forts de la contestation citoyenne (pollution, traité de sécurité nippo-américain etc.) à gouverner les grandes villes (Tokyo, Yokohama etc.), il n'a pas représenté une véritable force alternative. Quelques propositions réformistes issues de la confrontation sociale ont été parfois absorbées et fondues dans les politiques des gouvernements successifs, ce qui montre qu'ils ont été parfaitement intégrés comme représentants d'intérêts corporatistes dans le système politico-économique érigé par le PLD.

Cependant, il faut souligner que les syndicats, reconvertis en réalisme économique après de dures batailles avec le patronat des années 50, ont acquis leur propre représentation de deux manières : chaque fédération (sidérurgie, électrique, chemin de fer etc.) avait ses propres députés qui en étaient issus, de sorte que les deux tiers des députés socialistes étaient des anciens syndicalistes. Ce modèle était donc proche du trade-unionisme anglais ; Depuis le début des années 70, le gouvernement a établi le *sanrokon*, organe consultatif tripartite, patronat, syndicats et gouvernement, qui avait pour mission de se concerter tous les mois sur les politiques économiques du gouvernement (Nohara 1990). Ce mécanisme de concertation au sommet a permis au Japon de surmonter, mieux que les autres pays, les difficultés liées à la « stagflation » après les deux chocs pétroliers et de supporter sa compétitivité internationale dans les années 80.

II-2 Construction des canaux de distribution des fruits de croissance

Issus de ce processus politique, deux canaux institutionnels de (re)distribution des fruits de la croissance se sont alors mis en place ;

- Le premier canal se base sur la fonction centrale du *shunto* - lutte salariale du printemps mobilisant jusque 12 millions de salariés syndiqués - organisé chaque année par les confédérations syndicales. Elle correspond à une réactualisation annuelle et concertée des salaires, au début de la nouvelle année fiscale (budget d'Etat, comptes d'entreprise etc.). Les secteurs les plus productifs et les plus fortement syndiqués, tels l'électronique ou la métallurgie, débutent leur négociation salariale, en fixant un référent salarial (Shirai 1983). Ce référent se propage à des zones non-syndiquées par l'effet-imitation (spill-over) ou par l'effet-actualisation des salaires minimums qui y sont pratiquement indexés. *Shunto* a aussi des retombées sur les mécanismes institutionnels de formation des prix et revenus. Les agents d'Etat et les salariés de l'entreprise publique voient leurs salaires augmenter par une recommandation gouvernementale qui respecte les résultats de *shunto*. Egalement, le prix de riz, administrativement contrôlé par l'Etat, est déterminé par rapport au *shunto*, ce qui a des répercutions directes sur le revenu de paysans. Ou encore les tarifs médicaux,

qui influent sur les revenus des professionnels de la santé, sont indexés sur les résultats de *shunto*. Ainsi, ce mouvement déborde largement le cadre de la fixation des salaires, pour harmoniser les pouvoirs d'achat des différents groupes sociaux.

- Le second canal est beaucoup moins visible, puisque la (re)distribution se fait sur la base de la défense des intérêts particuliers à travers les réseaux politiques du PLD. Ce système traduit, d'une façon générale, le transfert des ressources du salariat urbain vers le non-salariat rural ou urbain. En effet, le PLD développe, à côté du système de sécurité sociale (couverture santé, assurance-vieillesse etc.) qui couvre les besoins universels fondamentaux[2], des dispositifs d'Etat qui ont pour but de répondre à des intérêts corporatistes en contrepartie de votes électoraux en sa faveur (Calder 1988). Ces dispositifs incluent une large palette de mesures :

i) La subvention à l'agriculture et aux zones rurales qui sont des bastions électoraux pour les députés du PLD, à travers surtout la multiplication de travaux publics (construction de ponts, barrages, tunnels, routes, autoroutes, ports maritimes, aéroports) dans les zones reculées au nom de l'aménagement « harmonieux » du territoire.

ii) La mise en place d'organismes de crédits ou de mutualité destinés à financer à des taux préférentiels les artisans, les petits commerçants et les PME.

iii) La réglementation des activités économiques[3] : limitation d'implantation de la grande distribution - Loi Royer japonaise - pour protéger les commerçants de quartiers ; licences exclusives de la distribution pharmaceutique, de la vente des produits d'alcool, du tabac, de l'essence etc., afin de garantir les monopoles locaux.

iv) Les exonérations implicites conséquentes des impôts et taxes qui sont ciblées sur les PME et les métiers indépendants[4].

Quoi qu'apparemment économiques, ces dispositifs étaient considérés idéologiquement par le PLD comme des mesures de politique sociale par rapport aux « socialement faibles », au même titre que diverses assurances sociales. Une telle politique a eu comme conséquence à la fois de conserver longtemps une importante population active non-salariée[5] et de préserver les secteurs abrités et non-productifs, par-là même de disposer d'un énorme réservoir d'emploi.

Ces deux mécanismes de (re)distribution sont parvenus à contrer les effets dévastateurs d'une expansion économique rapide, souvent producteurs de fortes inégalités sociales. Le Japon a ainsi connu une baisse des inégalités des revenus de ménage jusqu'au milieu des années 80 (Tachibanaki 2005). Sans toutefois atteindre le niveau scandinave, il a réalisé une des sociétés « égalitaires » tout à fait comparables à des pays européens continentaux de grande démocratie. Les mécanismes de (re)distribution ont fonctionné pour protéger les couches sociales « les plus éloignées » de la dynamique économique, pour atteindre un certain niveau d'équité sociale, si bien que presque 80% des foyers croyaient subjectivement appartenir à la classe moyenne. Soutenu par le PLD, le capitalisme japonais a façonné une forme « souterraine » de social-démocratie, sans se doter ni d'idéologie politique moderniste, ni de bipartisme ni d'alternance politique ou encore sans recourir aux transferts sociaux massifs, contrairement à la plupart des pays occidentaux.

II-3 Emergence de l'Etat « corporatiste »

L'Etat est devenu alors le lieu de confrontation entre les différents groupes sociaux ou les intérêts locaux, relayés non seulement par les réseaux politiques du PLD mais aussi implicitement par les partis d'opposition. Parallèlement, les appareils d'Etat ont commencé à se compartimenter, selon les domaines de compétence ministérielle, par une micro-collusion entre un intérêt

[2] Ces transferts dits sociaux au Japon - un peu moins de 20% par rapport au PIB - dépassent les niveaux de ceux des pays anglo-saxons, mais restent inférieurs à ceux des pays européens continentaux.

[3] Ces réglementations ont été levées depuis le milieu des années 90 dans le cadre des réformes structurelles.

[4] Plus de 80% des PME, déclarées déficitaires, ne payent pas d'impôt sur la société. Alors que les salariés se voient prélevés leurs impôts à la source, les indépendants passent par le système de déclaration individuelle.

[5] La part des travailleurs non-salariés sur la population active totale représentait 56,5% en 1955, 46,1% en 1960, 35,7% en 1970, 28,7% en 1980, 22,6% en 1990 et 19,5% en 1995, selon le recensement national de la population. Eu égard à la norme européenne, le taux de salariat restait - et demeure encore - comparativement faible.

particulier, une administration et une « tribu »[6] de députés au sein du PLD. Ces orientations amorcées depuis l'ère Tanaka[7] des années 1970 et se sont renforcées dans les années 1980, ce qui a eu pour effet majeur de dessaisir la bureaucratie étatique et le PLD de leur capacité d'arbitrage entre intérêt général et accommodements locaux (Sato and Matsuzaki 1986).

Cet Etat « corporatiste » (Pempel and Tsunekawa 1979, Kume 2000, Bouissou et Pombeni 2001)[8] a pu survivre, tant que la croissance économique permettait, via les impôts et l'épargne constituée par les dépôts individuels à la Poste, de mener des politiques de « compensation » au bénéfice des secteurs abrités et non-compétitifs. Le PLD a pu ainsi rester au pouvoir, malgré de nombreux soubresauts électoraux, tant que l'électorat salarié urbain acceptait, du moins silencieusement, la distorsion des prix - agricoles et des services - qui résultait de cette forme de (re)distribution (Inagami 1989).

III - La morphologie du pouvoir dans la social-démocratie souterraine et ses incidences économiques sur la crise des années 1990

III-1 Gouvernance et processus de décision politique

A la veille de la crise qui a éclaté au début des années 1990, la gouvernance de l'Etat japonais s'appuyait sur ce que Aoki (1993) a qualifié de « bureaupluralism ». Il s'agissait en fait du « compartimentage »[9] des pouvoirs administrativo-legislatifs par la conjonction de l'autonomie - relative - des compétences ministérielles et de la « tribu » de politiciens qui, spécialisés dans un domaine administratif précis, colportent l'intérêt particulier. A l'époque, ce régime politique avait déjà été paralysé par trois évènements : la confrontation exacerbée des différents intérêts ministériels due à la diminution des ressources d'Etat ; le dysfonctionnement des systèmes financiers en raison de l'internationalisation des flux financiers ; la pression américaine sur les réformes structurelles de l'économie japonaise et surtout pour l'ouverture des marchés intérieurs japonais aux produits importés. Ces trois éléments ont fortement déstabilisé le processus de prise de décision politique (Tanaka 2000).

Cette paralysie n'a fait qu'amplifier le flottement des décisions politiques, face à l'éclatement de la bulle spéculative et au nécessaire assainissement des dettes accumulées dans le système financier. Ni le PLD hétérogène - composé de factions - ni l'Etat compartimenté ne se sont montrés capables de prendre des décisions drastiques, comme d'autres pays occidentaux, par exemple, les USA ou la Suède l'ont fait lors de leurs crises financières, envers les banques défaillantes. Contrairement au « mythe » de l'unicité du système de gouvernement (pouvoir absolu de la bureaucratie japonaise et hégémonie politique du PLD), le Japon ne disposait plus du mécanisme d'arbitrage ultime, puisque la politique économique n'était que l'addition de décisions locales prises en parallèle par des mini-coalitions entre les technocrates et une certaine « tribu » de politiciens. Tous les programmes de réformes envisagés par les gouvernements successifs se sont heurtés à l'incapacité des acteurs à créer une coordination globale face à la nouvelle situation économique, chacun étant arc-bouté sur ses acquis ou ses rentes de situation politiques.

III-2 Relances par les travaux publics comme compromis

[6] « Zokuguiin » ou une « tribu » de députés correspond à un groupe des parlementaires développant une expertise sur un domaine donné (retraite, subvention agricole etc.) et qui exercent un pouvoir décisif au sein du parlement. Les hauts fonctionnaires d'un ministère ont besoin de leur support, pour passer des lois dans un champ précis.

[7] Autodidacte et entrepreneur de bâtiment, M. Tanaka est arrivé à la tête du PLD, puis à la fonction de premier ministre au début des années 70. Il a bouleversé la culture du PLD, dominé jusque là par les politiciens-élite issus de l'Université de Tokyo et des cabinets ministériels, en introduisant les jeux de pouvoir fondés sur la puissance des fonds électoraux. Destitué lors d'une affaire du pot-de-vin, il a néanmoins conservé son influence politique jusqu'au milieu des années 80, en renforçant la culture du clientélisme électoral.

[8] Bouissou et Pombeni qualifient ce régime de « partitocratie redistributive régulée », alors que les trois autres auteurs utilisent le concept de « néocorporatisme ».

[9] Les hauts fonctionnaires japonais ont la carrière limitée à un ministère, par-là s'intéressent aux intérêts étroits du ministère, puisque son avancement dans la hiérarchie -et son « pantouflage »- dépend de la contribution qu'il lui aura rendue. D'où une sorte de patriotisme ministériel rendant exacerbés les conflits du territoire entre les ministères.

Ainsi, les longs errements du pilotage économique (Bertoldi 2002) ont commencé, parallèlement à la déstabilisation interne du PLD[10]. Le seul compromis politico-administratif acceptable pour tous était alors la relance de l'économie par les fonds publics à travers les canaux traditionnels. Les gouvernements successifs ont entrepris onze plans de relance « keynésienne » en quinze ans, en adoptant chaque fois des budgets d'Etat extrêmement expansionnistes basés sur les bons du Trésor. Ces mesures ont fait gonfler d'année en année la dette publique à tel point qu'elle a atteint la somme de 856 trillons de yens[11], équivalente à 160,7% de PIB en 2003 (ESRI 2005). Cette dette publique, presque trois fois supérieure à celle de la France en pourcentage du PIB, constitue un sérieux handicap, même s'il y a encore un vif débat sur son ampleur réelle entre les keynésiens et les libéraux. Ces derniers prédisent la faillite imminente de l'Etat japonais, alors que les premiers arguent qu'en réalité, la dette publique « nette » représente seulement 74,3% de PIB : l'Etat japonais possède un énorme avoir financier[12] - les divers patrimoines immobiliers ou autres non-inclus - correspondant à 484 trillons de yens, soit plus de la moitié de la dette. Selon le courant keynésien auquel adhère une part non-négligeable des politiciens du PLD, l'état actuel de dette publique « nette », un peu plus élevée que la moyenne européenne mais entièrement financée par l'épargne intérieure, laisserait encore une marge de manœuvre dans la politique budgétaire de l'Etat (Kikuchi 2005).

Cet abus dans l'usage des finances publiques vient de la nature profonde de la social-démocratie souterraine. Dans les relances keynésiennes, les dépenses supplémentaires ont été certes dirigées vers les divers domaines allant de l'aide à la création d'entreprise vers les « millenium projets » (développement de la biotechnologie) ou le projet E-Japan (Japon maillé des réseaux d'Internet à haut débit), en passant par la multiplication des crèches pour aider les femmes au travail. Mais leur part essentielle, ciblée sur des zones rurales, fiefs électoraux des députés du PLD, ont porté sur les travaux publics de toutes sortes (irrigation des champs, aménagement par béton des ports ou rivières, construction des routes secondaires, conservation des forêts etc.). Ainsi, les actifs travaillant dans le secteur du bâtiment et des travaux publics représentaient, au milieu des années 90, plus de 10 % de la population active totale au Japon, contre 6 à 7 % dans les pays comme la France, la Grande Bretagne ou encore l'Allemagne (ILO, 2002). Ce différentiel de 3 ou 4 % - à comparer avec les différentiels des taux de chômage - montre la force des relances par les travaux publics, pour créer des emplois.

Ces flux de fonds publics permettaient alors à des pans entiers de certaines régions de conserver des emplois dans les chantiers de construction/travaux publics, de minimiser le chômage et de faire vivre l'économie locale. Ce type de relation de dépendance entre élus et habitants de certaines circonscriptions a contribué à cimenter les liens de clientélisme électoral. Ainsi, le PLD a continué, durant la décennie 90, à favoriser les couches sociales « vieillissantes » au nom de la protection des «plus démunis ».

Ce mouvement a fini cependant par déboucher sur la rétraction de l'assise électorale du PLD. D'une part, sa population électorale (le non-salariat, les ruraux etc.) était en voie de rétrécissement et d'autre part, l'opacité de mécanisme de (re)distribution tendait à mécontenter le salariat urbain dans un contexte général de diminution des ressources disponibles. Ce mécontentement est devenu d'autant plus aigu que le premier canal de distribution légitime et visible, la lutte salariale de printemps *shunto,* ne remplissait plus du tout son rôle de diffuseur d'un référent salarial. Les grandes entreprises mettaient les syndicats devant un choix douloureux entre emploi et baisse du salaire (Nohara 1998). Depuis la fin des années 90, les niveaux de salaires nominaux ne cessaient de baisser dans une conjoncture déflationniste. En parallèle, l'inégalité des

[10] Le PLD perd les élections de juillet 1993 à cause de la scission et laisse sa place à une coalition de petits partis. Treize mois après, il revient au pouvoir en formant une coalition avec le PS. Même s'il recouvre une majorité parlementaire en 1996, le PLD se trouve dans une dissension forte entre les factions. Il se maintient au pouvoir, grâce à la coalition avec le parti bouddhiste.

[11] La valeur de change de 100 yens contre la monnaie européenne a oscillé entre 0,71 et 1,0 euros depuis 5 ans.

[12] La majeure partie de cet avoir financier correspond à une réserve en devises étrangères et un fonds de réserve pour la sécurité sociale, notamment la retraite (équivalent à presque 3 ans de cotisation retraite).

revenus, d'abord amplifiée par la spéculation immobilière au cours de la décennie 1980, a connu un approfondissement accéléré tout au long des années 1990 (Tachibanaki 2005)[13]. Ce phénomène de plus en plus palpable a commencé à ébranler le mythe de la société « égalitaire » et à entamer la confiance des citoyens en leur avenir. D'ailleurs, les élections de 2000 et 2003 ont donné l'impression de consacrer ce divorce entre le PLD et les divers groupes sociaux urbains, permettant, à un moment donné, de faire espérer au PD une alternance politique. Toutes les politiques menées par le gouvernement Koizumi depuis l'an 2001 visaient alors à déplacer le centre de gravité de l'électorat PLD vers le salariat urbain le plus dynamique, en essayant de « déréglementer » tous les mécanismes classiques de (re)distribution et de récupérer la frustration des jeunes générations.

III-3 Dérives des Finances Publiques durant les années de crise

Du point de vue du fonctionnement de l'Etat, il y a aussi des éléments qui favorisent une telle dérive des finances publiques. La gestion des comptes d'Etat et l'existence des agences intermédiaires entre les sphères publique et privée ainsi que la Poste comme institution financière publique sont en cause :

Système de budgets de l'Etat

- Les comptes d'Etat japonais se composent des comptes généraux et comptes spéciaux. Les comptes généraux - assis sur les impôts et taxes- correspondent au budget/dépense que l'Etat exécute dans le cadre normal de son fonctionnement. Ce budget dit général, qui fait l'objet de la loi de finances au parlement, s'élève à 82,1 trillons de yens en 2005, résultant pour l'essentiel des impôts pour 44 trillons de yens et des bons du Trésor pour 34 trillons de yens, selon le rapport trimestriel de ESRI (ESRI 2005). Par ailleurs, il y a 31 comptes spéciaux qui forment le *deuxième budget*. Le problème structurel est que ce *second budget*, seulement contrôlé a posteriori par le parlement, représente 207,4 trillons de yens, c'est-à-dire deux fois et demi plus que le budget général. Ces *comptes spéciaux* correspondent en partie aux comptes sociaux qui gèrent les assurances sociales (chômage, retraite etc.) ou différentes mutualités, mais aussi incluent les divers comptes supportant directement de nombreux travaux publics. En particulier, le compte « route » doit impérativement correspondre aux dépenses « construction des routes », ses ressources provenant aussi bien de la taxe sur l'essence (5,7 trillons de yens par an) que des taxes sur l'achat automobile (9 trillons de yens par an). L'Etat prélève aussi une part de taxe spéciale sur l'électricité en vue de construire les barrages ou une taxe spéciale sur le kérosène pour aménager les aéroports etc. Ces comptes spéciaux, où les recettes des taxes - ou cotisations – sont réservées à un objectif précis, tendent à être la source du gaspillage budgétaire, d'autant qu'ils sont gérés, de façon autonome, par chaque ministère compétent. Ainsi, ils font le lit des abus politiques, puisqu'ils catalysent souvent la micro-collusion entre une technocratie et une « tribu » de politiciens qui deviennent experts dans les « maquis » réglementaires.

Par exemple, le plan de construction routière, basé sur une ressource autonome et géré par le ministère de la Construction, se décide en concertation entre une « tribu » de députés spécialisés et les fonctionnaires et s'exécute, via les agences de routes (*doro-kodan*) sous l'égide du ministère, indépendamment des besoins réels de la société et sans concertation avec d'autres ministères. Ces flux financiers réguliers vont prioritairement aux fiefs électoraux de ces politiciens, en transitant par les constructeurs attitrés[14]. Jusqu'au milieu des années 90, le compte spécial « gestion des denrées de base (riz) », géré étroitement par le ministère de l'Agriculture et une « tribu-agricole » de députés, permettait d'acheter toute la production de riz par une massive subvention, pour soutenir le prix du riz, donc garantir le revenu des paysans. Après l'énorme déficit des années 80, ce compte

[13] Selon cet auteur, le coefficient de Gini qui mesure l'inégalité des revenus au Japon a augmenté, au début des années 2000, jusqu'à des niveaux des USA ou de l'Angleterre, nettement supérieurs à ceux de pays européens continentaux.

[14] Ces constructeurs en retour fournissent légalement des fonds politiques au PLD ou des fonds électoraux plus officieusement à la caisse locale des candidats (Sasaki 1999). Ce type de circuit financier existe entre chaque faction du PLD et le groupe d'intérêt ou entre les partis d'opposition et les syndicats ou groupes de pression.

a été réformé, mais les Japonais continuent à payer le prix du riz six fois plus cher que les prix mondiaux. Ces quelques cas illustrent bien comment le clientélisme électoral et la micro-collusion se développent sur le terreau du *second budget* opaque et très mal contrôlé, alors que le *premier budget* d'Etat enregistre bon an mal an plus de 5 % de déficit par rapport au PIB.

Agences d'intermédiation des politiques publiques

- L'Etat japonais s'entoure de nombreuses agences intermédiaires qui se situent à l'intersection entre l'Administration centrale et le secteur marchand. Ces agences, spécialisées dans chaque domaine et gérées par le ministère de tutelle, ont pour mission de traduire les politiques arrêtées au niveau central en dispositifs concrets et d'exécuter les budgets alloués. De ce fait, les agences jouent un rôle de pivot entre les finances publiques et les activités marchandes. Leur nombre s'élève à quelques 7200 agences qui incluent les régies nationales (autoroute, énergies, logement, transports etc.), une centaine d'agences administratives autonomes (*dokuritsu gyouseihojin*), huit organismes gouvernementaux de crédit et 7000 sociétés à intérêt public (*koeki hojin*). Ces agences emploient quelque 700 000 personnes contre à peu près 330 000 fonctionnaires dans les administrations centrales de l'Etat. Chaque agence réserve des postes aux hauts fonctionnaires du ministère de tutelle, pour qu'ils puissent faire du « pantouflage » après leur retraite entre 55 et 60 ans. Compte tenu de ce type de relations, il est difficile de supprimer ces agences qui avaient été instituées pourtant pour un objectif précis et limité dans le temps. Ainsi, au moment du rattrapage économique, de multiples agences avaient comme mission de construire l'infrastructure publique. Et nombre d'entre elles subsistent après la fin de leur mission.

Bien qu'elles jouent un rôle important dans l'intermédiation des politiques publiques, ces agences manifestent l'ambiguïté des relations entre la politique et l'administration et se caractérisent surtout par l'opacité de leurs comptes. Le gouvernement injecte chaque année une partie du budget dans ces agences. Mais elles puisent aussi dans un énorme fonds constitué par les dépôts individuels à La Poste, afin de financer leurs mesures spécifiques, par la procédure dite « *zaiseitoyushi* - investissement financier et plan de crédit». Le total des sommes ainsi empruntées par les agences administratives autonomes chaque année s'élève à presque 30 trillons de yens depuis le début des années 2000 et à 121 trillons de yens en cumulé (Somucho 2005).

En particulier, la régie des autoroutes et huit organismes de crédit sont actuellement sur la sellette : la première continue à s'endetter, pour construire les réseaux d'autoroute, sans se soucier de la rentabilité de ses investissements (dette non-consolidée de 20 trillons de yens) ; les seconds ont emprunté 130 trillons de yens auprès de la Poste et financent les domaines de logements sociaux, de l'agriculture et de la pêche, de l'infrastructure ferroviaire/électricité ou soutiennent à des taux bonifiés l'artisanat, les petits commerces, les collectivités locales etc. Certains d'entre eux ont la mission de consolider l'infrastructure sociale indispensable comme les logements sociaux. Toutefois, leur crédit total en cours, garanti par l'Etat, s'élève à presque 60% du PIB, taux le plus élevé des pays de l'OCDE (Banque du Japon 2004). Par delà la dette officielle de l'Etat (160% du PIB), le Japon risque d'avoir des « créances douteuses » qui s'accumulent en dehors du contrôle du parlement, et donc à l'insu des électeurs.

La Poste et finances de l'Etat

- La Poste japonaise a, comme en France, un statut particulier dans le paysage financier. A côté de la distribution du courrier, elle mène deux activités financières qui renvoient l'une à la Caisse de dépôt et l'autre à l'assurance-vie. La première activité collecte et gère 240 trillons de yens et la seconde 110 trillons de yens en 2004, ce qui représente au total un quart des avoirs financiers des ménages estimés à 1400 trillons de yens (Banque du Japon 2004). Autrement dit, la puissance financière de la Poste reste sans comparaison avec les banques privées, les compagnies d'assurance ou les mutuelles[15]. Tout se passe comme si l'Etat ponctionnait une ressource très importante aux dépens des activités marchandes.

[15] Cette puissance financière de la Poste a été politiquement voulue par l'Etat et le PLD pour se doter d'un outil d'intervention dans l'économie, puisque 6300 bureaux sur 25000 ont été créés entre 1965 et 1985 en vue de collecter les dépôts individuels.

De plus, cette liquidité collectée par 25000 bureaux du réseau de la Poste est utilisée essentiellement, via le ministère de finances, pour deux choses : la première consiste à acheter des bons du Trésor, c'est-à-dire que les dépôts postaux financent directement la dette publique ; la seconde sert à financer les différentes agences administratives autonomes et huit organismes gouvernementaux de crédit mentionnés ci-dessus. En d'autres termes, l'Etat s'autofinance à des taux proches du zéro[16], pour ne pas sombrer dans la faillite. Du fait même que la Poste est dans le giron de l'Etat, ce circuit financier reste hermétique[17]. Dans ces conditions, il est difficile de soumettre ce dernier à une discipline financière drastique. Outre le redressement des finances publiques qui nécessite de rompre ce circuit financier, la fonction distributive de la Poste est également mise en question. Certains usages privilégiant les grands travaux publics apparaissent quelque peu improductifs, voire préjudiciables à l'économie, puisqu'ils détournent une liquidité considérable des secteurs économiques les plus dynamiques ou de la création de nouveaux secteurs.

Cette dimension financière de la Poste, étroitement imbriquée dans les finances de l'Etat, constitue de loin l'enjeu essentiel de sa privatisation[18].

Conclusion ; d'une social-démocratie souterraine à une social-démocratie citoyenne

Le nouveau gouvernement Abe est confronté à une situation beaucoup plus difficile et délicate qu'il apparaît à première vue. La logique de « compensation » liée à la social-démocratie souterraine connaît clairement ses limites, menant les finances de l'Etat au bord de la faillite. M. Koizumi s'est dégagé en partie de ses limites politiques, en rejetant en dehors du PLD la faction la plus fidèle à l'ancienne logique ou « clientélisme électoral ». Ce qui a permis de revêtir le PLD d'un nouvel habit, en élargissant son électorat vers les vastes groupes sociaux urbains.

Maintenant que la privatisation de la Poste et l'assainissement du système bancaire sont acquis, M. Abe a affaire avec d'autres réformes d'Etat, telles que la décentralisation, la reforme fiscale, la redéfinition des comptes d'Etat, ainsi que les nouvelles mesures de transformation des fonctions de l'Etat (modification de la carrière des fonctionnaires, restauration du mécanisme de coordination etc.), afin d'atténuer, puis d'abattre le « bureaupluralism ». Cette modernisation de l'Etat est un préalable à toute action de reforme économique ou fiscale[19].

Compte tenu de l'état de finances publiques, il est urgent qu'il propose des choix clairs pour rationaliser les champs d'intervention de l'Etat et le financement public. De ce point de vue, le discours sur le « petit Etat » est un passage obligé vers l'équilibre - primaire au moins - du budget de l'Etat, et ensuite pour alléger le poids de la dette publique qui hypothèque sérieusement l'avenir des jeunes générations.

Cette stratégie de court terme doit être toutefois relayée par une stratégie de plus long terme. Car, il est prévisible que la pression des prélèvements obligatoires (impôts + cotisations sociales) va croître, au fur et à mesure que la population vieillira. Le système de retraite, malgré le recul progressif de l'âge de départ, ne résistera pas à la déformation démographique ; avec le niveau actuel de prestation, les recettes ne couvriront pas les dépenses. Avec le vieillissement de la population, le coût de la santé tend à exploser, d'autant que la gratuité des soins pour les gens âgés de plus de 75 ans était en vigueur jusqu'à récemment. Si on veut conserver la couverture universelle, il faut augmenter les cotisations ou baisser les coûts, donc entre autres les rémunérations des professions médicales qui sont aussi les supporters traditionnels du PLD. Si on

[16] Autrement dit, les épargnants financent le déficit de l'Etat avec un taux de rémunération de moins de 0,5 %.

[17] Depuis le mars 2001, l'épargne postale doit transiter par le marché des titres, au lieu qu'elle est prêtée de gré à gré au ministère des finances, mais l'essentiel n'a pas changé.

[18] Il faut aussi noter un autre enjeu d'importance; cette privatisation risque d'ouvrir un grand champ aux capitaux financiers internationaux -surtout américains- qui lorgnent depuis longtemps sur ces énormes actifs patrimoniaux.

[19] Malgré tout, ce mouvement était déjà en marche bien avant l'arrivé de Koizumi au pouvoir. M. Koizumi a renforcé le mécanisme de coordination, en centralisant toutes les décisions politiques auprès du « conseil consultatif économique et financier » composé de dix membres. La question est de savoir si M. Abe, plus prisonnier des logiques de clans au sein du PLD, peut continuer sur cette voie de modernisation, en contenant l'interférence multiple du parti.

réduit, conformément au souhait que l'électorat urbain semble exprimer, les dépenses publiques dans les travaux publics ou l'agriculture, on doit se demander comment faire face à la banalisation du chômage de longue durée et comment empêcher la désertification des campagnes ou rééquilibrer les développements inégaux des territoires. La nouvelle apparition des îlots de grande pauvreté urbaine (« sans domicile-fixe » ou « working poors »), due à la conjugaison de la déréglementation administrative, de la restructuration industrielle et de l'éclatement de la famille, appelle également la mobilisation du « traitement social » (Nohara 2006). Par ailleurs, la politique familiale ou de natalité, traditionnellement absente au Japon, devient nécessaire, afin de répondre aux aspirations des femmes qui sont plus qu'indispensables pour revitaliser l'économie japonaise sans recourir à l'immigration massive. Ici, ce ne sont pas simplement de choix financiers d'affectation des ressources, mais bel et bien des choix de société dont il s'agit.

Contrairement au slogan « néolibéral » dominant et malgré la personnalité de M. Abe qualifié de « néo-conservateur nationaliste », le Japon s'oriente, qu'on le veuille ou non, vers un modèle « d'Etat-providence » où les prestations sociales occuperont un haut niveau. Si on interprétait d'ailleurs les différentes « compensations » traditionnelles comme des formes déguisées de prestation sociale, alors le Japon n'était pas si loin du modèle scandinave en ce qui concerne le volume du transfert. Il s'agit maintenant de faire expliciter la nature de ces transferts, de leur donner un sens d'équité conforme à l'actuelle société salariale et d'en contrôler le processus plus démocratiquement, tout en acceptant les nouvelles pressions fiscales. Il faut aussi convaincre les citoyens de la nécessité de partager plus justement les coûts supplémentaires des prestations sociales entre les différentes générations ou entre producteurs et consommateurs.

Le PLD doit engager sérieusement un débat sur ses choix et expliquer aux électeurs urbains les tenants et les aboutissants de l'alourdissement des poids fiscaux et sociaux. : tout se passe en fait comme si le gouvernement Abe héritait des tâches les plus ardues que M. Koizumi n'avait pas voulues accomplir. Sinon, il risque de se voir balayer à la prochaine élection législative. Naturellement, les partis d'opposition ne regagneront la confiance des électeurs que s'ils expriment plus clairement leurs programmes face à ces prévisibles surcharges des prélèvements obligatoires. D'une certaine manière, pour le PD, c'est une période propice pour redéfinir sans démagogie ses options vis-à-vis de son électorat urbain, en particulier sur la redistribution intergénérationnelle, car cette issue constituera à coup sûr l'enjeu primordial dans une société rapidement vieillissante[20].

D'ici aux prochains suffrages prévus pour 2007 et 2009, une série de réformes de l'Etat et un débat sur les choix de société seront engagés sous la responsabilité écrasante de la majorité actuelle. Pour la première fois, le contenu du « mandat » électoral entre les députés - notamment du PLD - et les électeurs urbains paraît assez clairement établi, contrairement au « clientélisme » ancien qui représentait un ambigu « don contre don ». La stratégie du « Manifesto »[21], développée à la fois par PDL et PD, joue un rôle important pour clarifier l'ordre de priorité dans l'agenda politique de chaque parti. Ainsi, les travaux parlementaires, rendu plus claires et surveillés de très près par les électeurs, seront menés avec plus de pressions ou plus de tensions créatrices. Cette nouvelle perspective paraît offrir un espace plus ouvert de jeux stratégiques pour la novation politique. Loin d'un immobilisme présupposé, les conditions peuvent être réunies, pour que le Japon passe d'une social-démocratie informelle et opaque à une social-démocratie citoyenne dont les contours restent encore à préciser.

Le redémarrage de l'économie depuis trois ans, qui laisse présager enfin la sortie du Japon de son état déflationniste (OCDE 2005), devra favoriser cet aggiornamento politique.

---

[20] Selon le cabinet du premier ministre, les générations nées avant et après l'année 1960 connaîtrons le sort radicalement différent sur le plan de l'équilibre cotisations/prestations des services sociaux. Alors que la génération d'avant-1960 bénéficie nettement du système actuel de sécurité sociale, toutes les générations plus jeunes risquent fort d'en être la victime, si le système actuel était maintenu. Politiquement, l'enjeu est de créer un certain consensus sur ce rééquilibrage intergénérationnel.

[21] Lors de chaque élection, les partis politiques décrivent en détail, par ordre de priorité, des mesures législatives à proposer, en précisant les ressources financières, les procédures, les délais et les effets escomptés etc.

Bibliographie

Aoki, M. (1993)/Economie japonaise ; Information, Incitations et Marchandages./Economica. Paris.

Banque du Japon (2005)/2004-nendo Shikin Junkan Tokei. [Bilan du Circuit Financier 2004]/ Tokyo.

Bertoldi, M. (2002) « Chronique d'une Décennie de Politique Economique : Exemplarité du Japon. » /l'Année de la Régulation 6,/291-378. Presse de Science Po. Paris.

Bouissou, J-M. et Pombeni, P. (2001) « Deux Partitocraties Redistributives Régulées »/Revue Française de Science Politique, 51(4),/545-567. Presse de Science Po. Paris.

Boyer, R. et Dore, R. (1997)/ La politique des Revenus en Europe./La Découverte. Paris.

Calder, K. (1988)/Crisis and Compensation; Public Policy and Political Stability in Japan, 1949-1986./ Princeton University Press.

Caciagli, M. et Kawata, J. (2001) « Heurs et Malheurs du Clientélisme. »/Revue Française de Science Politique, 51(4),/569-586. Presse de Science Po. Paris.

ESRI (Economic and Social Research Institute) (2005)/Kokuminkeizai Keisan. [Les comptes de Nation]/ Cabinet du Premier Ministre. Tokyo.

Fujita, W. et Shioda, S. (1963)/Sengo Nihon no Rodosogui. [Conflits du Travail au Japon d'Après-guerre]/ Ochanomizu-shobo. Tokyo.

Gao, B. (1997)/Economic Ideology and Japanese Industrial Policy: Developmentalism from 1931 to 1965./Cambridge University Press. New York.

Golthorpe, J. Ed. (1984)/Order and Conflict in Contemporary Capitalism./Oxford University Press. Oxford.

ILO (2003)/Year Book of Labour Statistics 2002./ILO. Geneva.

Inagami, T. (1989)/Tenkanki no Rodo Sekai.[Le Monde du Travail en Transition; Néo-corporatisme.]/Youshin-do. Tokyo.

Johnson, C. (1982)/MITI and the Japanese Miracle; The Growth of Industrial Policy./Stanford University Press. California.

Kabashima, I., Sugawara, T.(2005) « 2005nen Senkyo no Bunseki : Jiminto Ashou no Kozo. [Analyse de l'Eléction 2005 : Victoire Ecrasante du PLD] » 2005(11),/94-105. Chuokoron.

Kikuchi, H. (2005)/Nihon wa Zaiseikikidewanai. [Il n'y a pas de Crise de Dette Publique au Japon]/Daiyamondo-sha. Tokyo.

Kume, I. (2000) « Institutionalizing Postwar Japanese Political Economy. » Brodsgaard K.E. and Young, S. (eds.) /State Capacity in East Asia./ Oxford University Press. Oxford.

Maurice, M. Sellier, F. Silvestre, JJ. (1982)/Politique d'Education et Organisation Industrielle en France et en Allemagne : Essai d'Analyse Sociétale./ Presse Universitaire de France. Paris.

Maruyama, M. (1964)/Gendai Seiji no Shiso to Kodo.[Thought and Behaviour in the Modern Japanese Politics]/ Mirai-sha,. Tokyo.

Nohara, H. (1990) « Le Syndicalisme Japonais à la Croisée des Chemins. »/Travail et Emploi, 43(1)/65-77. Ministère du Travail et de l'Emploi. Paris.

Nohara, H. (1998) « L'Economie des Ressources Humaines en Transition : Le Cas du Japon », Economie Appliquée, 51(3)/7-36.

Nohara H. (2006) « Paradoxe des Mouvements d'Emploi en France et au Japon.»/Communication au colloque « Nouvelles Formes de Travail et d'Emploi : Comparaison Brésil, Japon et France ». 11-13 Septembre. 23 pages./Université de Sao Paulo. Brésil.

OCDE (2005)/Etude Economique de l'OCDE « Japon »./ OCDE. Paris.

PHP Research Institute, (2005)/Manifesto Hakusho ; 2005 Sosenkyo. [Livre Blanc des Manifestos ; Eléction 2005]/PHP RI.

Sasaki, T. (1999)/Daigishi to Kane. [Député et Financement]/ Asahishinbun-Sha. Tokyo.

Sato, S. et Matsuzaki T. (1986)/Jiminto Seiken.[Gouvernements du PLD]/Chuokoron-Sha. Tokyo.

Shirai, T. (ed) (1982)/Contemporary Industrial Relations in Japan./University of Wisconsin Press. Madison.

Somusho (Ministry for Internal Affairs and Communications) (2005)/Dokuritsu Gyoseihojin Hyoka Repoto.[Rapport sur les Agences Administratives Autonomes]/Cabinet du Premier Ministre. Tokyo.
Tachibanaki, T. (2005)/Confronting Income Inequality in Japan; A Comparative Analysis of Causes, Consequences and Reform./ MIT Press. Massachusetts.
Tanaka, N. (2000)/Shijo to Seifu. [Market and Government]/ Toyokeizai Shiopo-Sha. Tokyo.
Pempel, T.J. and Tsunekawa, K. (1979) « Corporatism Without labor? The Japanese Anomaly. » Schemitter, P. and Lehmbruch, G. (eds)/Trends Toward Corporatist Intermediation./Sage Publishing Co. London.